

# Les médias français face au Rwanda

 [africultures.com/les-medias-francais-face-au-rwanda-1471/](http://africultures.com/les-medias-francais-face-au-rwanda-1471/)

August 31, 2000

**La couverture médiatique française des événements du Rwanda reflète les poncifs, clichés et préjugés qui entourent l'Afrique. Il ne s'agit pas de jeter systématiquement l'opprobre sur les journalistes mais de voir à quel point une déconstruction de ces représentations imaginaires aiderait à éviter des erreurs de contenu aux conséquences ravageuses dans le public comme chez les décideurs politiques. Nicolas Bancel avait déjà collaboré avec Pascal Blanchard à *Africultures* par une remarquable contribution au dossier *Tirailleurs en images* du numéro 25. L'article qui suit met en lumière la relation entre les représentations et les choix opérés par les journalistes dans leur présentation de la réalité. C'est un thème auquel nous sommes particulièrement sensibles à Africultures : nous avons tenu, malgré sa longueur inhabituelle dans nos colonnes, à le publier intégralement. O.B.**



Ce travail porte sur les périodiques français face au Rwanda de 1990 au génocide. Ce travail s'est essentiellement concentré sur la presse quotidienne, de même que j'ai accordé une attention toute particulière aux relations proposées par les quotidiens français durant le génocide (2). Dans le cadre de cette contribution, il est impossible de citer l'ensemble des articles compulsés. Aussi avons-nous choisi de ne citer que les plus significatifs (3). Notre problématique initiale était de comprendre comment ces événements ont été analysés par ces périodiques, si on pouvait établir des distinctions entre les axes d'interprétations des différents journaux et, s'il était possible d'objectiver ces interprétations, de les historiciser, en cherchant à saisir les continuités des discours sur l'Afrique. C'est en effet en tant que spécialiste de l'imaginaire colonial que j'ai été sollicité pour déconstruire les discours de la grande presse française durant cette période. L'attention toute particulière portée à la période du génocide s'explique aisément. D'une part parce qu'il s'agit d'un événement capital de l'histoire du XXe siècle, d'autre part le génocide constitue un point de retournement, l'une de ces crises majeures susceptibles de créer une extraordinaire polarisation de positions des acteurs – ici journalistes et périodiques – et de mettre à nu les présupposés qui animent toutes leurs analyses. Cela s'est effectivement produit lors du génocide. C'est dans cette perspective qu'il a paru utile de s'attarder sur ce que l'on peut considérer comme des interprétations mystifiées, voire tendancieuses ou fausses des événements du Rwanda. Car, tout au moins en ce qui concerne la presse française, le traitement des faits est divers, transcendant par ailleurs

les clivages politiques traditionnels des journaux de l'hexagone. Mais ce qui marque l'observateur, c'est d'une part le réel souci d'information de la plupart des journaux, mais également la permanence de clichés, de stéréotypes sur la lecture de ce qui s'est passé au Rwanda et, au-delà, de l'interprétation de l'histoire rwandaise. Nous nous sommes également attardés particulièrement sur le traitement du génocide par le journal *Le Monde*, cas assez exceptionnel de soumission aux versions successives du pouvoir rwandais – soit le gouvernement intérimaire après l'assassinat du président Habyarimana et composé des principaux organisateurs du génocide – et d'accumulation de poncifs sur les déterminations ethniques de ce qui restera longtemps (jusqu'en juin 1994) pour *Le Monde*, une « guerre civile ».

La question de l'interprétation ethniciste

Le mirage de l'interprétation ethniciste est l'un des paradigmes les plus fréquents, les plus commodes et les plus usités dans la presse pour expliquer les événements socio-politiques contemporains en Afrique. Pour exemple et parce qu'il constitue une sorte de synthèse, j'ai choisi d'analyser un article qui a été publié bien avant le génocide, en 1988, dans la revue *Spectacle du Monde*. Cet article s'intitule « Tutsi et Hutu : drame atavique » et est signé Bernard Lugan. Cet article résume à lui seul tous les stéréotypes de l'interprétation ethniciste appliquée au Rwanda. Prenant comme point de référence les massacres d'août 1988 au Burundi, l'auteur les analyse en ces termes : « *Tutsi et Hutu vivent sur le même sol du Rwanda et du Burundi. Ils parlent la même langue, mais tout les séparent. Leurs différences sont raciales. D'où un drame permanent qui ne s'est pas apaisé avec le temps [...]. Une fois encore, l'Afrique apporte la tragique confirmation de ses déterminismes ethniques [...].* L'auteur poursuit « *Au simple coup d'il, il est aisé de distinguer les Tutsi par leur taille élevée, leur crâne allongé, leur port altier et parfois arrogant, leurs traits non-négroïdes. Ils savent se montrer distants, fiers, maîtres de leurs sentiments. Leur autorité naturelle et leur habileté leur ont permis de s'imposer à la masse Hutu, au terme d'un long processus que les ethnologues et les historiens du Rwanda et du Burundi ont longuement étudié.* »

Extraordinaire continuité entre le discours de l'anthropologie raciale de la fin du XIXe siècle et cette description des « déterminismes ethniques », des « différences raciales » entre Tutsi et Hutu ! A leurs principes, le même mécanisme mental : une essentialisation de la « race », aux fondements des structures sociales comme des oppositions politiques. La biologisation du social, impossible en Europe après la politique nazie et la catastrophe de l'holocauste, est encore utilisée en Afrique comme un paradigme par quelques « chercheurs » et, nous le verrons, certains journalistes. Le cas est ici extrême, puisque Bernard Lugan, rejeté par la quasi-totalité des africanistes, représente le courant le plus radical de la pensée raciale (4). C'est le prêt à penser raciste, qui doit « expliquer » tous les conflits interafricains actuels par le déterminisme de la race. Inutile de dire que des chercheurs ont, depuis longtemps, fait litière de cette « explication » (5).

L'essentialisation des différences ethniques est un processus politique, dont la genèse est coloniale (6).

Les concepts racistes utilisés explicitement par Lugan et implicitement par de nombreux commentateurs s'organisent sur deux postulats concernant l'Afrique : les différences entre ethnies doivent s'interpréter comme des oppositions et ces différences sont enracinées génétiquement, constituant ainsi une permanence de l'histoire de l'Afrique.

Elles débouchent inéluctablement sur des massacres ponctuels, dont la mémoire » se perd dans la nuit des temps « . C'est ce qu'affirme Lugan en parlant de déterminisme ethnique et en ajoutant : « *De tout temps, les Tutsi et les Hutu se sont combattus.* » Ces postulats, mélange d'idéologie d'extrême droite et de paresse intellectuelle, sont largement admis par un certain nombre de » connaisseurs » de l'Afrique. Ils constituent des relais qui alimentent tout un imaginaire sur le continent noir.

Pour introduire ce travail et essayer de saisir la permanence de ces stéréotypes sur l'ethnie, je prendrai trois exemples congruents : l'un aux États-Unis, les deux autres en France.

Aux États-Unis, un courant issu de l'ultra-conservatisme, qui connaît une certaine mode outre-Atlantique, à pour hérauts Paul Johnson ou William Pfaf (qui dans le *Herald Tribune* du 24 avril 1990 appelait à » Une recolonisation internationale de l'Afrique « ). Paul Johnson, prenant exemple sur les « *lutttes tribales* » du Rwanda, développe un argumentaire hallucinant sur la nécessité de recoloniser l'Afrique. Celui-ci se base, à la différence de Lugan pour qui la hiérarchie des races est universelle et s'applique donc aussi à l'Occident, sur l'opposition entre » monde civilisé » et » monde sauvage « , si cher aux tenants de l'impérialisme colonial de la fin du siècle dernier. Car le colonialisme, étendu ici sans discrimination et par un saisissant amalgame historique à l'impérialisme grec, au colonialisme européen, puis à celui des États-Unis et de la Russie, se résume à une chose : » l'apport de la civilisation « .

En France, même argumentaire et mêmes conclusions d'un Guy Sorman pour qui, dans un article publié dans *Le Figaro-Magazine* de l'été 1994, l'exemple du Rwanda prouve que l'Afrique est » *retournée à ses vieux démons* « , c'est-à-dire aux confrontations ethniques, véritable permanence de l'histoire du continent, amplifiées par les possibilités techniques modernes d'extermination, mises entre les mains irresponsables de « *sauvages incapables de les maîtriser* « .

Ces quelques exemples – parmi beaucoup d'autres – montrent que le génocide rwandais a permis à quelques-uns des hérauts de l'extrême-droite ou de l'ultra-conservatisme d'étaler avec obscénité le vieux discours racial, mais aussi de » prouver » la supériorité incontestable de l'Occident sur le reste du monde. Les historiens et les scientifiques sourient ou sont choqués par ces interprétations. Plus inquiétant me semble-t-il est l'audience croissante auprès du grand public de leurs thèses. Les réflexions de Johnson ont été publiées par le *Times*, mais également dans la page Rebonds de *Libération*, l'article de Sorman par *Le Figaro Magazine*, Lugan publie de nombreux ouvrages, qui sont parmi les plus forts tirages sur l'histoire de l'Afrique. C'est sur le fond du retour en force d'une pensée coloniale que ces stéréotypes, parfaitement lisibles dans ces quelques exemples, structurent souterrainement la réflexion de nombre d'analyses sur l'Afrique. Et cette « analyse » connaît des relais politiques inquiétants. On connaît les inclinaisons idéologiques de la mission de coopération au Rwanda au début des années 90 et lors du génocide (7), de même les orientations de la » cellule africaine » de l'Élysée (8), largement imprégnée d'idéologie ethniciste. Dans ce cadre, la phrase prononcée par Charles Pasqua dans le cadre du journal télévisé de 20h à la fin du mois de juin 1994, alors que le génocide était pratiquement consommé, résume la prégnance du paradigme racial dans les milieux politiques : » *Vous savez, il faut bien comprendre que pour ces gens-là, le caractère horrible de ce qui s'est passé n'a pas du tout la même valeur que*

*pour nous* « .

La boucle est ici bouclée : » ces gens-là « , désignant les Rwandais et par extension, tous les Africains, » se massacrent mutuellement depuis des siècles « . Donc ils ont l'habitude – cela fait partie de leur culture, de leur vie quotidienne et, au-delà, de leur nature profonde – des immémoriales oppositions raciales qui fondent l'histoire africaine. Un Rosenberg n'aurait pas démenti cette » analyse « .

Face à la puissance de cet imaginaire collectif d'origine coloniale, Jean-Pierre Chrétien avouait son impuissance. Répondant à une question de l'auditoire au cours d'un colloque, il déclarait : » *Durant le mois d'avril [1994], je me suis échiné à expliquer à des journalistes la dimension politique du drame qui se jouait. Et je me suis échiné en vain.* »

Devant ces interprétations fondées sur une définition dramatiquement simplificatrice de l'ethnie et de l'histoire africaine, véhiculée aussi bien par des médias nationaux que par des intellectuels et des politiques, on reste effectivement confondu. Confondu et inquiet, car que pèsent les travaux sérieux réalisés par des historiens, ou les ouvrages éclairants écrits immédiatement après le carnage, face à la puissance de ces organes de presse et, plus encore, face à l'écrasante force de la télévision ? Sans doute très peu de choses (9).

La presse française face au Rwanda (1990-1993)

A la veille de l'intervention française au Rwanda, *Libération* du 4 octobre 1990, reprenant des dépêches de l'AFP et de Reuter, titrait : » Le Rwanda déstabilisé par une guerre ethnique « . Décrivant dans une première partie l'offensive des FAR, *Libération* reprenait à son compte l'explication ethnique en affirmant : » *Agité par des guerres tribales à la fin des années 50 et au début des années 60, le Rwanda est aujourd'hui victime de la politique de « liquidation » qui a permis à l'ethnie majoritaire des Hutu de prendre le pouvoir [...].* » *Le Monde*, à la même date, par la voix de Jean Hélène, qui reprend visiblement les informations de l'A.F.P. et de Reuter, parle lui, de » *massacres interethniques* « .

Devoir mettre en parallèle ici *Libération* et *Le Monde* dans le cadre de ces articles de 1990 ne rend pas compte des différences d'interprétation des deux quotidiens : *Libération* se signale en effet, de 1990 à 1994 par des articles tout à fait pertinents de Stephen Smith (avant que celui-ci ne verse, après le génocide, dans l'interprétation ethnique) et de Jean-Philippe Ceppi, sur la politique de la France au Rwanda et notamment le rôle du DAMI (la coopération militaire française au Rwanda), puis lors du génocide. Quoiqu'il en soit, ce qui prévaut dans ces deux articles est l'interprétation ethniste du conflit.

De 1990 à 1993, vont se succéder dans la presse française quelques articles mettant en relief les espoirs de démocratisation du pays. *Le Monde Diplomatique*, dans son numéro de novembre 1990, par la plume de Daniel Helbig, éclaire d'abord le fond politique du problème, la politique ethniste menée successivement par les colonisateurs belges puis par les deux présidents rwandais. Puis, il s'interroge sur les intérêts français au Rwanda, soulignant leurs faiblesses objectives (en dehors de la défense de la francophonie), et postule qu'un changement de la politique de coopération de la France devra être envisagé, devant les atteintes répétées aux droits de l'homme. *Libération*, dans un article signé par Claire Augé et Régis Solé, souligne le 31 février 1991 les progrès lents du processus démocratique, mais insiste plus particulièrement sur la dérive ethniste du gouvernement Habyarimana. Les deux journalistes mettent l'accent sur l'utilisation du mot

» cancrelat » pour désigner les membres du FPR et par extension tous les Tutsi du Rwanda, ainsi que l'utilisation par la propagande officielle du mythe du rétablissement de la monarchie tutsi. Les exactions et les meurtres commis sur les Tutsi ne sont pas ignorés alors et il semble évident que le régime se radicalise.

Cette radicalisation croissante du régime se concrétise en mars 1992 par une série de pogroms anti-Tutsi. Il est sans doute difficile alors de deviner que l'appareil d'Etat rwandais est en train de se doubler d'un appareil para-étatique, celui des milices.

Cependant, la politique anti-Tutsi est une réalité concrète du gouvernement Habyarimana, et il suffit d'écouter les discours officiels que prononce le chef de l'Etat en kinyarwanda, ou de mesurer la propagande haineuse de journaux comme *Kangura*, jamais inquiété par les autorités rwandaises à l'inverse d'autres journaux de l'opposition, pour prendre conscience de l'implication politique du régime. Cependant, ces éléments ne semblent pas suffisants pour certains quotidiens. *Le Monde* du 14 mars 1992, parle encore de » *haine tribale*.

Le 11 juin 1992, Stephen Smith, de *Libération*, signe un article intitulé : » La guerre secrète de l'Élysée en Afrique de l'Est « . Le journaliste fait état d'un engagement toujours croissant de la France au côté du régime Habyarimana, contrôlant *de facto* les opérations engagées contre le FPR, fournissant abondamment en armes les FAR – jusqu'à prélever sur les propres stocks de l'armée française. Stephen Smith met également en évidence les liens privilégiés établis entre le président français et le président rwandais, ainsi que l'amitié qui unit leur fils respectif, tout en rappelant que les massacres de Tutsi sont liés à la radicalisation du régime. Cet article est réellement important, car il souligne explicitement les liens organiques entre la France (à travers l'action de la DAMI et de la cellule africaine) et le pouvoir rwandais, mais aussi car il révèle plusieurs des facettes de la politique du pouvoir rwandais : politique intérieure de discrimination du régime par rapport à la minorité tutsi, politique vis-à-vis du FPR, politique de coopération avec la France et implication militaire et politique – de la France au Rwanda.

Autre article significatif, celui publié par l'hebdomadaire *L'événement du jeudi* en juin 1992 et signé Jean-François Dupaquier : » La France au chevet d'un fascisme africain « . Dans cet article, toutes les dérives du régime d'Habyarimana sont disséquées : l'action criminelle des milices *Interahamwe* et des groupes extrémistes qui se sont jurés, note l'auteur, » *d'exterminer totalement les 14% de Tutsi restant* » ; le système d'apartheid institutionnalisé ; la formation d'un groupe politico-affairiste autour d'Habyarimana prêt à tout pour conserver ses prérogatives ; les provocations répétées aux crimes collectifs de la presse extrémiste liée au pouvoir et enfin l'implication de plus en plus compromettante de Paris.

Bref, en juin 1992, on savait ce qui était en train de se tramer au Rwanda. Il était sans doute difficile d'imaginer le carnage final. Mais une observation un peu sérieuse de la politique raciste menée par les autorités de Kigali aurait dû faire un sort aux interprétations ethnistes, qui perdurèrent hélas durant le génocide.

Le génocide

Nous allons porter une attention particulière aux débuts du génocide, durant la période qui va du 6 au 15 avril 1994. Le génocide débute le 6 avril, après l'attentat contre le Falcon présidentiel qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi. Dès le 8, des informations commencent à parvenir à Paris. A partir de ce moment, les positions des

différents médias français vont se différencier très nettement, selon des orientations que l'on pouvait déjà déceler dans le traitement de l'information entre 1990 et 1994. Dès les premiers jours du génocide, *Libération*, par la plume d'Alain Frilet, dans un article intitulé : « Rwanda : la paix détruite en plein vol », décrit les pillages et les massacres qui s'étendent rapidement à tout Kigali. L'auteur identifie immédiatement le mécanisme de la machine de mort qui se met en marche : il désigne le cercle restreint des extrémistes de *l'akasu*, qui ont vraisemblablement préparé l'opération en utilisant la garde présidentielle. Simultanément, l'expression « purification ethnique » est lâchée par *Le Figaro*, dans un article intitulé « Kigali sombre dans l'anarchie », mais insiste également sur les « *combats aussi violents que confus* ». *Le Monde*, sous la plume de Jean Hélène début avril parle de « *violents combats* » et s'attarde essentiellement sur les responsabilités du FPR. Dans leurs journaux du soir, les télévisions privées et publiques françaises évoquent également les « *combats interethniques ravageant Kigali* », conséquence des « *éternelles tensions entre les ethnies rivales des Hutu et des Tutsi* », selon *Le Figaro* du 10 avril.

Les jours suivants, les médias continuent à évoquer les « *tueries tribales* », « *la poursuite des massacres interethniques* », « *les combats entre Hutu et Tutsi* », « *Kigali à feu et à sang* ». Jean Hélène, pour *Le Monde*, fait même un premier long compte rendu sur l'ampleur des massacres et les atrocités commises, mais pas un mot sur le caractère ethnicide de celles-ci.

Bref, au début du carnage, l'image la plus fréquemment utilisée est celle de combats interethniques. On peut concevoir que, dans les premiers jours du génocide puisse régner une confusion : certains commentateurs confondent les massacres avec des « combats interethniques » et amalgament en plus l'offensive du FPR avec les massacres. En fait, il existe alors au Rwanda deux guerres : l'une qui oppose le FPR et l'armée rwandaise et ses supplétifs et l'autre, qui est une guerre contre les civils tutsi. De plus il existe en France et en Belgique durant ces premiers jours une focalisation sur les expatriés, qui se manifeste dans la presse par une inquiétude constante (et compréhensible).

Mais dans cette confusion originelle, il est nécessaire de souligner le traitement du génocide par le journal *Le Monde* sous la plume de Jean Hélène, qui reste – c'est le moins que l'on puisse dire – extrêmement imprécis sur les massacres de Tutsi, assurant par la bouche d'un responsable du gouvernement intérimaire ^ c'est-à-dire l'un des organisateurs des massacres en cours, source d'information pour le moins suspecte – que les « *excès sont le fait de seulement quelques éléments indisciplinés et incontrôlés* » (14 avril). *Le Monde* semble beaucoup plus s'intéresser au FPR et à la formation du gouvernement intérimaire, qu'il entérine comme seule alternative possible, alors qu'il a été formé par les génocidaires. Face à lui, le FPR est perçu comme un envahisseur, un élément étranger qui rencontre une hostilité totale au sein de la population. Les sources du *Monde*, dont le principal reporter sur place, Jean Hélène, semble suivre les FAR, sont sujettes à caution. En effet, Jean Hélène va jusqu'à accuser le FPR de « *l'anarchie* » à Kigali (« *anarchie* » qui est un massacre au contraire très bien organisé) : voyant des groupes de Rwandais en fuite, il s'interroge sur la possibilité de « *tirs rebelles* » ayant provoqué cette panique. Le journaliste décrit naïvement (?) des paysans les saluant gaiement, « *ayant sacrifié quelques vaches et se partageant les morceaux* ». Il salue ensuite l'entraînement des FAR et pronostique que le FPR aura beaucoup de difficultés à

s'imposer, contrairement aux autres commentateurs qui prêtent à la guérilla de Kagame une plus grande motivation et plus de professionnalisme. Enfin, il déclare : « *Mais pour les Tutsi, les opposants et les habitants des beaux quartiers (toutes ethnies confondues) [...] bref pour les cibles privilégiées des miliciens, la situation devient difficile* ». Sorte d'euphémisme ! A la date de l'article (13 avril), les rues de Kigali, une ville où se trouve pourtant l'auteur, sont déjà jonchées de cadavres. Le surlendemain (15 avril), Jean Hélène masquera toujours l'ampleur des massacres, sans parler bien sûr du caractère clairement raciste de l'entreprise génocidaire (mais il insiste sur le danger récurrent des soldats FPR « infiltrés »).

Le plus terrible est que *Le Monde* ne déviera pas de ligne. En effet, plus d'un mois après le déclenchement du génocide, alors que celui-ci est avéré et que d'immenses charniers de Tutsi et de Hutu de l'opposition couvrent tout le territoire rwandais (et particulièrement Kigali), *Le Monde* du 11 mai propose une chronologie des événements qui laisse pantois : la « riposte » des proches du président assassiné ne se serait soldé que par 11 morts (soit 10 casques bleus belges et le Premier ministre modéré Agathe Uwilingiyimana), les 200.000 morts alors estimés par l'ONU seraient le fruit des combats, d'une guerre civile opposant Hutu et Tutsi.

En lisant *Le Monde* – et alors que Patrick de Saint Exupéry pour *Le Figaro*, Laurent Bijard pour *Le Nouvel Observateur*, Jean Chatain pour *L'Humanité*, Alain Frilet et Jean-Philippe Ceppi pour *Libération* ou encore Agnès Rotivel pour *La Croix* ont déjà largement commenté les mécanismes du génocide ^ il est impossible de comprendre qu'au Rwanda se perpète l'un des génocides de ce siècle (10). L'appui, *de facto*, du *Monde* au gouvernement intérimaire rwandais soutenu par Paris, la propension du journal à soutenir la thèse d'une « guerre civile » ne laisse pas de poser question.

Ces divergences entre les différents journaux se manifestent en effet dès le 8 mars, à travers les soupçons pesant sur les responsables supposés de l'attentat contre l'avion présidentiel. *Libération* estime tout à fait improbable qu'il soit l'uvre du FPR et désigne plutôt la garde présidentielle, alors que *Le Monde* va faire état de fortes présomptions contre le FPR, étayées par les affirmations [je cite]de « *plusieurs personnalités rwandaises, proches du pouvoir* » ainsi que par « *des observateurs* », qui estiment que « *le FPR, à terme, n'avait aucune chance de conserver les acquis des accords d'Arusha, ce qui expliquerait, à leurs yeux, cette éventuelle stratégie visant à s'imposer par les armes* ». Deux jours plus tard, le « *FPR menace* », ce qui risque de « *faire tomber à nouveau le pays dans la guerre civile* », alors que l'armée a fait diffuser un message à la radio officielle « *condamnant les débordements* ». Il est assez extraordinaire de voir *Le Monde* relayer les déclarations « d'apaisement » du gouvernement intérimaire (génocidaire) sur les ondes, d'autant plus que l'on sait le rôle déterminant joué par la radio dans l'incitation et la direction du génocide. La diabolisation du FPR, opposé à la « légitimité » des FAR qui ont pourtant participé activement aux massacres, souligne encore que *Le Monde* suit une analyse que tous les faits connus alors devraient pourtant infléchir.

La réalité du génocide

En effet, les premiers signaux très forts dans la presse sont les articles de *Libération*, puis un article publié le 18 mai par *Le Nouvel Observateur* : « Nos amis les tueurs » (21 avril) de Laurent Bijard, qui initie toute une série d'articles sur les implications françaises au

Rwanda : » La France prise au piège de ses accords « , d'Alain Frilet (*Libération* du 18 mai) ; dans *Le Figaro* du 19 mai : » Rwanda, les faux-pas de la France » de Renaud Girard, etc.

Enfin, de nombreux journalistes contribuent à éclairer, à partir du 19 avril, le caractère génocidaire des massacres au Rwanda. La presse a, d'une manière générale, rapporté assez fidèlement ce qui s'est passé, même si l'interprétation ethniste a encore été parfois utilisée au détriment d'une lecture politique.

En revanche, la distinction établie pour le journal *Le Monde* est toujours valable, puisque le journal va continuer jusqu'à la fin de l'opération *Turquoise* à entretenir la confusion entre l'action des FAR et du FPR, ne distinguant que rarement le génocide de la guerre civile et entretenant une mythologie anti-FPR activement diffusée par les officiels français. Le FPR sera même désigné comme un groupe de « *Khmers noirs* » à deux reprises, dont l'une dans un éditorial de Colombani, le 23 juillet, alors que le génocide est pourtant consommé et que l'identification des criminels ne fait plus de doute. On dénombre cinq journalistes différents intervenant sur le dossier rwandais dans ce journal. Ce qui montre qu'il existe une véritable ligne politique, au moins implicitement. Comme le rappelait François-Xavier Vershave lors du colloque *Le Rwanda et les médias*, il est fort probable que les journalistes du *Monde* aient été en osmose avec la présentation officielle de l'engagement français. Jean Hélène reprendra même à deux reprises des « *renseignements fournis par la DGSE* » , expliquant que le FPR était armé par l'Ouganda. Un article complet sera même consacré à ce thème sous le titre : » D'où viennent les armes du Rwanda ? » En fait, l'auteur ne parle que des armes du FPR, dont on soupçonne l'Ouganda d'être le fournisseur.

Cet article stipule que » *l'ONU est impuissante à mettre fin aux trafics d'armes qui rendent possibles les massacres* « . Une formulation pour le moins ambiguë, qui pourrait laisser supposer que c'est le FPR le véritable responsable du génocide. Le titre est d'autre part inexact, puisque l'article n'évoque que le FPR. Or, à cette date, on sait déjà depuis longtemps que la France, mais aussi la Chine ont abondamment armé le régime d'Habyarimana, et que d'autres trafics, transitant notamment par le Zaïre, alimentent FAR et milices

On peut penser que, sous-jacent, se manifeste le complexe de Fachoda, savamment entretenu par les services français, qui structure souterrainement cet aveuglement au moins partiel face au clan extrémiste de *l'akasu* et cet acharnement anti-FPR.

#### Conclusion

Ce résumé du traitement par la presse française du génocide rwandais met en lumière trois inclinaisons fondamentales : la première est, malgré tout, le travail souvent remarquable d'un certain nombre de journalistes qui, après une approche marquée dans les premiers jours du génocide par la confusion, rendent compte du processus génocidaire en cours. On peut cependant remarquer qu'alors que des analyses sont déjà publiées au moins deux ans avant le génocide sur la radicalisation raciste du régime, il faut presque 10 jours pour que les plus perspicaces d'entre eux saisissent la nature ethnocide de l'événement. Mais l'énormité même du drame rend sa compréhension difficile. La seconde est la quasi-négation de l'événement, le génocide étant masqué par les termes de » guerre civile « ou de » combats interethniques « , catégories fondamentalement différentes du génocide. Et enfin la troisième ajoute à la seconde une soumission à la

relation des faits par les génocidaires eux-mêmes.

Cette synthèse appelle manifestement à une réflexion sur le génocide au Rwanda, sa spécificité historique. Trop de poncifs fondent encore l'approche des problèmes contemporains du continent noir en général et du Rwanda en particulier, sur le mode de l' « Afrique éternelle ». Ces stéréotypes, directement issus de l'idéologie de l'imaginaire colonial nécessite incontestablement un travail de déconstruction, seul à même d'élucider pourquoi l'Afrique demeure le lieu de projection de nos fantasmes, dont l'essentialisation raciale (ou ethniste) reste l'un des fondements.

1. Cet article est le fruit d'une communication au colloque international *Le Rwanda et les médias*, Université de Montréal/Vues d'Afrique, mai 1996. Cette communication a été remaniée et réactualisée.
2. Ce travail est donc volontairement circonscrit. Est-il besoin de préciser qu'une analyse de plus grande ampleur et sur une plus longue période serait d'une utilité remarquable ? Elle permettrait, n'en doutons pas, de mettre à jour l'essentiel des poncifs sur l'Afrique sur la longue durée, leur persistance, leur prégnance dans l'imaginaire collectif. J'ai tenté, avec Pascal Blanchard, une approche historique de ce type, mettant en relation imaginaire colonial et représentations de l'immigration dans l'ouvrage *De l'indigène à l'immigré*, Gallimard, coll. « Découvertes », Paris, 1998, 128 p. 3. Les périodiques ont été consultés à la Bibliothèque nationale (Très Grande Bibliothèque), recherche complétée par la consultation des dossiers de presse de la Fondation nationale des Sciences Politiques.
4. Il fut, entre autres, membre du Conseil scientifique du Front national et l'un des responsables des amitiés France-Afrique du Sud, sou-tenant l'apartheid. Le plus dramatique est que Lugan fut professeur à l'Université de Kigali et enseigne aujourd'hui à Lyon.
5. Voir par exemple les ouvrages de Jean-Pierre Chrétien ou Claudine Vidal ou le dernier ouvrage de Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Fayard, Paris, 1999.
6. Pour une synthèse accessible, on lira les deux premiers chapitres de Colette Braeckmann, *Histoire d'un génocide*, Fayard, Paris, 1994.
7. Voir Jean-François Bayart, « Les politiques de la haine, Rwanda, Burundi, 1994-1995 », *Les Temps Modernes*, n° 583, juillet-août 1995, pp. 217-227.
8. Voir François-Xavier Verschave, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, La Découverte, Paris, 1994.
9. On lira sur la question de l'interprétation ethnociste, l'ouvrage essentiel de Jean-Pierre Chrétien, *Le défi de l'ethnisme*, Karthala, Paris, 1998.
10. Sur le traitement du génocide par le journal *Le Monde*, on lira Jean-Paul Gouteux, *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, L'esprit frappeur, Paris, 1999.
11. Université de Montréal/Vues d'Afrique, mai 1996. Nicolas Bancel est historien, maître de conférences à l'Université Paris XI, vice-président de l'ACHAC (Association pour la connaissance de l'Histoire de l'Afrique contemporaine).///Article N° : 1471